

# LA PRESSE EN REVUE...



**JEUDI 17 AVRIL 2014**

## SOMMAIRE

- 1) Les lendemains désenchantés
- 2) Un tsunami
- 3) Barre impossible...
- 4) A dos tout le monde
- 5) Les pauvres aussi vont casket !!
- 6) Une qui « pense intérêt général »
- 7) Plus smicard que moi tu meurs !...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Valls détaille (un peu) le plan d'économies budgétaires



Manuel Valls, encadré de Marisol Touraine (Affaires sociales) et Michel Sapin (Finances), détaille les mesures de réduction des dépenses de l'Etat. (Photo Philippe Wojazer.AFP)

## **Alors que le gel des salaires des fonctionnaires risque de faire polémique, Valls a assuré qu'il ne comptait toucher ni au Smic, ni au minimum vieillesse.**

C'était le non-dit de la déclaration de politique générale de Manuel Valls, la semaine dernière devant les députés: quel serait le détail des 50 milliards d'économies à réaliser d'ici 2017 ? Il s'est livré ce midi, à l'issue du conseil des ministres, à un rattrapage en révélant une partie des arbitrages de ce plan de réduction de la dépense publique. Une «feuille de route fixée il y a quatre mois par le président de la République». Ce vaste programme de régime budgétaire étant le verso du «pacte de responsabilité» passé avec les entreprises – qui bénéficieront d'une baisse de charges de 30 milliards d'euros -, ainsi que d'une baisse d'impôt des ménages et d'une baisse de cotisation en faveur des bas salaires.

Alors que le gouvernement a finalement renoncé, mardi, à ouvrir une renégociation sur les 3% de déficits publics à Bruxelles, Valls a aussi vendu ce plan d'économies comme le moyen de «casser cette logique de la dette». Et a appelé à «tout faire pour retrouver notre souveraineté». «Les efforts doivent se poursuivre dans la justice», a-t-il insisté, promettant des «efforts collectifs, équitablement répartis» entre Etat, collectivités locales et Sécurité sociale sur la période 2015-2017. Tour d'horizon.

## **18 milliards d'économies sur le budget de l'Etat**

Outre la «maîtrise des dépenses de fonctionnement des ministères» et la réduction du train de vie de l'Etat, le chef du gouvernement a confirmé le gel du point d'indice pour les fonctionnaires. «La situation nous oblige à leur demander de contribuer à notre effort commun», a-t-il justifié. A l'exception de Pôle emploi et des universités, les agences de l'Etat seront «rationalisées» et subiront des réductions d'effectifs.

## **Des coupes de 11 milliards d'euros pour les collectivités**

Valls mise notamment sur la fin de la compétence

générale. Cette clause, qui permet à une collectivité d'intervenir dans tout domaine d'intérêt local, avait été supprimée pour les départements et régions dans la réforme territoriale de 2010 de Nicolas Sarkozy, puis rétablie fin 2013. Une «meilleure sélection des projets locaux» et la «rationalisation des syndicats intercommunaux» sont aussi prévues, ainsi que la future loi de clarification des compétences entre les divers échelons territoriaux censée «générer des économies». Alain Lambert et Martin Malvy, deux ex-ministres du Budget, l'un UMP l'autre socialiste, doivent remettre cet après-midi à François Hollande un rapport sur la maîtrise des dépenses publiques. Lors de son allocution à l'Assemblée nationale, le Premier ministre avait déjà annoncé les grandes lignes de sa réforme territoriale, notamment son intention de passer de 22 à 11 régions. Il a ce midi salué les «initiatives de rapprochement» lancées depuis, notamment entre Bourgogne et Franche-Comté.

## **Réduction de 10 milliards sur les dépenses d'assurance maladie**

Valls a promis que ces économies seraient réalisées sans brader la prise en charge et la qualité des soins. Il s'agit de «mieux organiser les parcours de soins», de parvenir à «une consommation plus raisonnée» de médicaments et de favoriser le recours aux génériques.

## **Tour de vis de 11 milliards sur les autres prestations sociales**

Le Premier ministre a un peu éclairci les économies prévues sur cette enveloppe. Plusieurs prestations sociales - comme les pensions de régimes de retraite de base -, sans être diminuées, ne seront ainsi pas revalorisées jusqu'en octobre 2015. Le Premier ministre compte sur 1,2 milliard d'économies sur les retraites de base, et 2 milliards de plus sur les complémentaires. La nouvelle convention d'assurance-chômage doit également permettre de «rétablir l'équilibre financier de l'Unédic» à l'horizon 2017. Et les caisses de sécurité sociale sont priées de gratter 1,2 milliard d'euros sur trois ans via la dématérialisation des documents et une meilleure articulation entre les organismes. Mais le flou demeure sur certains postes, comme cette «modernisation de la politique familiale» envisagée par Valls sans qu'il en chiffre les économies envisagées. Une mise sous conditions

de ressources des allocations familiales - que le Premier ministre n'a pas évoquée mais qu'il n'a pas écartée non plus - serait une petite bombe.

## **Pas de sous-Smic, le minimum-vieillesse épargné**

Manuel Valls a exclu toute remise en cause du Smic. Une piste avancée par l'ex-directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, qui prônait des «petits boulots» payés en dessous du Smic, et le patron du Medef, Pierre Gattaz, partisan d'un Smic intermédiaire pour les jeunes et les chômeurs. Le gouvernement ne devrait pas non plus toucher au minimum-vieillesse qui «continuera à être revalorisé», ni aux minima sociaux qui augmenteront au rythme de l'inflation.

liberation.fr-Laure AQUY

## **II) Des députés PS «atterrés» par les annonces de Valls**



Le député socialiste Christian Paul à l'Assemblée nationale, le 4 février 2014 (Photo Jacques Demarthon.AFP)

**Le discours du Premier ministre a été mal accueilli parmi les députés socialistes. A la CGT, on dénonce un gouvernement «dur avec les faibles, faible avec les durs».**

Le député PS de la Nièvre Christian Paul a vivement réagi sur Twitter aux mesures d'économie annoncées par le chef du gouvernement, estimant par ailleurs que de nombreux députés socialistes avaient été «atterrés» par les déclarations de Manuel Valls.

«Nous étions 150 députés et nous avons écouté dans un silence de mort ces annonces», a dit Christian Paul. D'autres députés PS qui avaient, comme lui, voté la confiance au gouvernement ont fait part de leur désapprobation, comme Michel Pouzol sur Twitter.

«Sur la forme, on prend de vitesse la majorité parlementaire pour la mettre devant le fait accompli alors qu'on nous avait promis un dialogue en amont», a expliqué Christian Paul, à l'origine de l'appel pour un contrat de majorité avant le vote de confiance qui avait recueilli une centaine de signatures parmi les députés. «Sur le fond, nous n'avons pas été élus pour organiser la perte de pouvoir d'achat des retraités, des fonctionnaires et des salariés qui bénéficient de prestations sociales», a ajouté le député de la Nièvre, proche de Martine Aubry, qui votera contre «en l'état» le 30 avril sur le «programme de stabilité» des finances publiques.

Laurent Baumel, du collectif de la Gauche populaire, prévoit quant à lui «de sérieuses difficultés pour le gouvernement pour le vote du 30 avril». «Les élections municipales n'ont rien changé. On va dans le mur», a-t-il dit.

Le numéro 1 de la CGT, Thierry Lapaon, a de son côté jugé le gouvernement «dur avec les faibles et faible avec les durs», en évoquant une politique «brutale». «Les mesures annoncées sont régressives» et «visent à accompagner une stratégie d'austérité», a affirmé le secrétaire général de la CGT sur BFM TV. Selon lui, le Premier ministre a fait état de «mauvaises nouvelles» comme «le gel des salaires des fonctionnaires» et au «même moment il a trouvé 30 milliards d'euros pour les entreprises», dans le cadre du pacte de responsabilité. «Donc, ce gouvernement est dur avec les faibles et faible avec les durs», a-t-il lancé.

Selon lui, «notre bien commun» comme «la santé et les services publics sont remis en cause par ce pacte d'austérité que prépare le gouvernement». Le leader de la CGT rappelle que, lors de sa rencontre la semaine dernière avec M. Valls, ce dernier «garantissait des discussions et des concertations» sur les mesures à prendre. Mais «la politique brutale menée par Manuel Valls ne prend pas en compte les propositions qu'ont pu faire les syndicats», a-t-il regretté. A ses yeux, la volonté affichée par le Premier ministre de ne pas remettre pas en cause le Smic est une «posture» car «on sait que la question du salaire minimum,

notamment pour les jeunes, est actuellement en discussion à l'Élysée», a affirmé Lapaon.

A l'inverse, le chef de file des députés socialistes Bruno Le Roux a défendu le plan d'économies de 50 milliards d'euros présenté mercredi par le Premier ministre, qu'il a jugé «pleinement conforme aux valeurs de la gauche».

«Le programme de réduction des dépenses présenté ce matin ne sera ni un plan d'austérité ni une remise en cause de notre modèle social mais la résultante d'une réforme en profondeur des structures de l'Etat, des collectivités et de la sécurité sociale», a appuyé l'élue de Seine-Saint-Denis dans un communiqué.

Selon lui, ce programme «assure la réalisation des trois objectifs de notre stratégie de redressement: la compétitivité aux entreprises, le soutien au pouvoir d'achat et la réduction des déficits». Egalement, «il limite et répartit le plus équitablement possible les efforts demandés aux Français en garantissant l'avenir des services publics et des prestations sociales».

«Efficacité, justice, souveraineté. Ce programme d'économies et de modernisation de l'action publique est pleinement conforme aux valeurs de la gauche», conclut le président du groupe socialiste à l'Assemblée.

liberation.fr-AFP

### III) Déficit : la France peut-elle passer sous la barre des 3% en 2015 ?



Par Donald Hebert

**Le gouvernement aura du mal à mettre en oeuvre le pacte de responsabilité tout en respectant ses engagements européens de déficits publics, selon les économistes.**

Cette année, le bras de fer entre Paris et Bruxelles commence par un aller-retour.



Manuel Valls et Michel Sapin (JOEL SAGET / AFP)

Avant de remettre les engagements budgétaires de la France pour les trois prochaines années, le président François Hollande, le Premier ministre Manuel Valls et le ministre des Comptes publics Michel Sapin ont successivement évoqué l'importance de trouver le bon "rythme" de réduction des déficits publics. Il en va de "l'intérêt" de l'Europe, a plaidé l'exécutif français.

Au retour, le ton a un peu changé. "La France tiendra ses engagements", répétait Manuel Valls lundi, cette fois sans évoquer de changement de rythme. Entre temps, l'Élysée a dépêché deux proches conseillers de François Hollande, explique "Le Figaro", afin de sonder de manière informelle la flexibilité de la Commission européenne. En vain ? "J'ai toujours dit que je n'ai pas cherché de délai", se défend mardi 15 avril Michel Sapin.

La France, il est vrai, n'en a pas fait la demande officielle. Car l'administration bruxelloise s'agace : elle a déjà accordé deux reports, le premier en 2009 sous Nicolas Sarkozy, le second en 2013. La France s'exposerait donc à des sanctions financières si elle ne remplissait pas l'objectif, martèlent les fonctionnaires européens. Néanmoins Paris, qui s'était engagé à un déficit de 2,8% en 2015, retient désormais le chiffre de 3%. Une victoire ? Les économistes s'interrogent sur la capacité du gouvernement à tenir cet objectif tout en mettant en oeuvre le pacte de responsabilité.

#### Complexe équation

Afin de soutenir la croissance et le pouvoir d'achat, l'exécutif français s'est engagé à des réductions de cotisations sociales et d'impôts pour les entreprises et les ménages modestes dans le cadre du pacte de responsabilité et de solidarité. Mais avant de porter leurs fruits, elles auront un coût pour les finances publiques. L'année prochaine, elles coûteront 9 milliards d'euros et ne

généraleront que 4 milliards de recettes supplémentaires, estime Marion Cochard, économiste à l'OFCE\*. "La croissance, que nous prévoyons à 1,6% en 2015, passera à 2%, mais le déficit, prévu à 3% du PIB avant les annonces de Manuel Valls, devrait plutôt être de l'ordre de 3,2%", explique-t-elle.

Un calcul optimiste ? Pas selon Philippe Waechter, économiste en chef chez Natixis asset management, pour qui, "avec la reprise de l'activité, le risque de dérapage des finances publiques s'estompera". "Les 3% paraissent jouables", dit-il. Quant aux prévisions de déficit de la Commission européenne, à 3,9% pour 2015, elle sont "excessives". L'économiste estime qu'il y a une condition à la tenue des objectifs : que les dépenses publiques soient maîtrisées.

Michel Martinez, chef économiste euro à la Société générale, est plus pessimiste sur la reprise, et prévoit un déficit public à 3,4% de croissance en 2015. Il ne s'attend pas à un sursis de Bruxelles, qui selon lui décrédibiliserait ses institutions, mais à ce que la Commission valide le plan de route de la France, tout en précisant qu'elle n'a pas de marge de manœuvre, et qu'elle doit faire des réformes de structure : assouplissement du marché du travail, ouverture des professions réglementées, etc. "La France s'était engagée à atteindre un déficit public à 2,8% de son PIB, note-t-il cependant. Si elle obtient de la Commission européenne un objectif à 3%, c'est déjà une révision à la hausse."

## Une aide de la Banque centrale ?

Lors de son discours de politique générale, Manuel Valls a mis en cause le niveau de l'euro, qui pénalise les exportations des entreprises françaises. "Une baisse de 10% de l'euro se traduirait par une hausse de 0,4% du PIB français, et une baisse de 0,2% du déficit", explique Marion Cochard, de l'OFCE. Ce qui permettrait de financer le pacte de responsabilité tout en remplissant les objectifs européens.

Ce week-end, le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, a évoqué des mesures pour lutter contre la baisse de l'inflation. Une d'entre elles serait la baisse du niveau de la monnaie unique. De quoi donner une bouffée d'oxygène au gouvernement français ? "La zone euro dans son ensemble exporte davantage qu'elle n'importe, il n'y a donc aucune raison que l'euro

baisse significativement et durablement, bien qu'il soit trop haut pour certains pays", rappelle en garde Philippe Waechter chez Natixis.

A la Société générale, on ne s'attend pas non plus à ce que la BCE intervienne massivement sur le niveau de l'euro. "Si elle intervenait, cela signifierait que la déflation s'est matérialisée, ce qui n'est pas notre scénario, explique Michel Martinez. Et si la déflation se matérialisait, la trajectoire des finances publiques de la France serait le cadet des soucis des autorités européennes." La France ne peut donc pas compter sur la BCE pour l'aider à réduire ses déficits publics. Le seul espoir du gouvernement est une inflexion de la politique économique de la Commission, qui repose essentiellement sur les résultats des élections européennes. En cas de défaite, elle devra mettre en oeuvre des baisses de dépenses publiques importantes.

*\* Observatoire français des conjonctures économiques*

nouvelobs.com

## IV) Manuel Valls fâché à peu près tout le monde

Le Monde.fr

**Une semaine après son discours de politique générale, le nouveau premier ministre a livré quelques détails sur son plan de 50 milliards d'euros d'économies, et a réussi l'exploit de mettre toute la classe politique d'accord... contre lui.**

Ni la droite, qui appelle à « des réformes structurelles », ni le centre, pour qui « Manuel Valls n'a fait que rejouer son discours de politique générale, avec l'austérité en plus », ni l'extrême gauche, encore plus pessimiste : « Ça va saigner à tous les étages ». Surtout, l'aile gauche du PS s'est dite « atterrée » par des mesures « défavorables avec les plus modestes ».

Si bien qu'à l'Assemblée nationale, le chef de file des députés socialistes, Bruno Leroux, a dû bousculer l'agenda des traditionnelles questions au gouvernement pour défendre le plan présenté

par Manuel Valls, selon lui « pleinement conforme aux valeurs de la gauche ». Son intervention n'était pas prévue, et les applaudissements à gauche peu fournis.

A la sortie du conseil des ministres, le premier ministre a confirmé l'engagement du gouvernement d'économiser 50 milliards d'euros d'ici à 2017, qui viendront pour 18 milliards de l'Etat, 11 milliards des collectivités et 21 milliards de la protection sociale.

## **L'AILE GAUCHE DU PS « ATERRÉE »**

De nombreux députés PS se sont dits « atterrés » par les annonces du premier ministre, « inacceptables en l'état sur le fond comme sur la forme », selon Christian Paul, l'un des députés qui avaient réclamé un contrat de majorité avant le vote de confiance. « Le groupe socialiste a découvert dans un silence total ces annonces », a révélé l'élue de la Nièvre, sur Twitter

D'autres députés PS, qui avaient comme lui voté la confiance au gouvernement, ont fait part de leur désapprobation, sur Twitter comme Michel Pouzol, ou à l'inverse Jérôme Guedj, qui lui s'était abstenu.

A l'instar du député de l'Essonne, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, membre elle aussi de l'aile gauche du PS, a affirmé que les annonces de Manuel Valls allaient être « très défavorables aux classes modestes et populaires », estimant qu'on ne pouvait y voir de la « justice sociale ».

« De telles décisions vont pénaliser lourdement, notamment les plus défavorisés, et accroître les inégalités, la précarisation et la pauvreté », a réagi le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, emboîtant le pas au numéro un de la CGT, Thierry Lepaon, pour qui le gouvernement de Valls est « dur avec les faibles, et faible avec les durs ». « Les mesures annoncées sont régressives » et « visent à accompagner une stratégie d'austérité. »

« Valls fait l'huissier de la Commission européenne. La Commission a dit : 'Vous paierez'. Valls commence la saisie », a commenté Jean-Luc Mélenchon.

## **LA DROITE VEUT DES « RÉFORMES STRUCTURELLES »**

A l'inverse, la droite aimerait y croire, mais regrette que les mesures annoncées par le premier ministre n'aillent pas assez loin. « Je souhaite que tout cela réussisse pour notre pays mais je pense que, malheureusement, on s'inscrit dans une politique qui est celle du danseur de tango, un pas en avant, un pas en arrière », a regretté le député UMP Bernard Accoyer.

Pour Valérie Pécresse, Manuel Valls ne pourra pas tenir ses engagements « sans vraies réformes structurelles ».

*Comment croire que Manuel Valls pourra tenir ses engagements sans vraies réformes structurelles permettant de dépenser moins?*

— Valérie Pécresse (@vpecresse) April 16, 2014

lemonde.fr

## **V) Valls fait payer tout le monde... même les pauvres !**



Hervé Nathan - Marianne

Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés. C'est presque la philosophie du plan de réduction de dépenses que vient de présenter Manuel Valls : toutes les catégories populaires et moyennes de la population sont appelées à se serrer la ceinture.

Manuel Valls a gardé de son passage au cabinet de Lionel Jospin à Matignon un goût immodéré pour la communication. En conséquence il n'a pas laissé Stéphane Le Foll, le porte-parole officiel du gouvernement, faire les annonces les plus douloureuses à sa place. Dans un geste tout à fait inhabituel, le Premier ministre s'est rué dans la petite salle de presse de l'Élysée où, à

l'accoutumée, on rend tranquillement compte du conseil des ministres.



Manuel Valls - REVELLI-BEAUMONT/SIPA

Ce qu'a dit Manuel Valls peut se résumer en une formule simple : toutes les catégories populaires et moyennes de la population sont appelées à se serrer la ceinture pour ramener le déficit public sous les 3% du PIB dès 2015, la Commission de Bruxelles et Angela Merkel ayant refusé tout délai supplémentaire à la France.

Résultat, Manuel Valls a décidé de passer un coup de rabot de 11 milliards sur les prestations sociales, en commençant par geler les retraites, les allocations familiales et le RSA. Pour faire bonne mesure, le gel du point d'indice des fonctionnaires continue son séjour au congélateur. Les pensions (15,3 millions de personnes concernées), les allocs (6,8 millions de foyers), les traitements (5,3 millions d'agents des différentes fonctions publiques), le RSA (1,8 million d'allocataires) patienteront donc jusqu'en octobre 2015 pour espérer une revalorisation du niveau de l'inflation.

## Les Français pris pour des imbéciles

Aucun gouvernement n'avait osé jusqu'alors administrer une telle dose d'austérité aux classes moyennes et populaires. Même les « exclus », d'habitude exempté des efforts, sont inclus dans le plan Valls avec un véritable « gel de masse » qui rappelle les plans mis en œuvre en Espagne et au Portugal.

Le Premier ministre s'est même permis de prendre les Français pour des imbéciles en économie en prétendant qu'il ne s'agit pas de « faire baisser les prestations », alors que chacun en France aura bien compris qu'une non-revalorisation du niveau de l'inflation équivaut à

une baisse du pouvoir d'achat.

L'effet du gel des pensions de base de la sécurité sociale viendra s'ajouter à celui des retraites complémentaires décidées pour 2014 par les partenaires sociaux. Celui du point d'indice de la fonction publique renforcera les pertes de salaires réels. Une étude de l'Insee, publiée ce jour, sur les revenus des agents de l'Etat révèle d'ailleurs que ceux-ci ont subi une chute de leurs revenus dès l'année 2012, suite au gel décidé en 2010 ! Cette année, les fonctionnaires, hors catégorie C, soit plus de 3 millions de personnes ont vu leur « net à payer » baisser au mois de mars, à cause de la perception d'une cotisation retraite supplémentaire ! Un fait passé jusqu'à présent inaperçu des médias ...

Les mesures révélées ce matin devrait rapporter entre 2 et 3 milliards d'euros. D'autres suivront comme une action sur les dépenses de maladie et les agences de l'Etat. Mais d'ores et déjà les députés, qui ont voté la confiance au gouvernement Valls, connaissent le montant de la douloureuse pour des catégories sociales que le PS et la gauche s'étaient toujours engagés à épargner. Selon Christian Paul, nombre de ses collègues se disent « atterrés » par les arbitrages de l'Elysée et Matignon. Les mêmes députés néanmoins devront formellement approuver ces coupes lors du vote sur le nouveau programme de stabilité de la France, contenant le détail des 50 milliards d'euros d'économies sur trois ans, qui sera présenté au conseil des ministres le 23 avril, puis soumis au vote de l'Assemblée nationale le 30 avril. A ce moment-là, chaque voix risque de compter...



marianne.net

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## VI) Ecotaxe: les pistes de Royal accueillies favorablement

Par L'Expansion.com avec AFP



Le dossier épineux de l'écotaxe est la priorité de la nouvelle ministre de l'Ecologie.

REUTERS/Benoit Tessier

La ministre de l'Ecologie vise les camions étrangers par une vignette ou l'obligation des péages. Le secteur des transports, les écolos avec Placé et même la droite avec NKM y voient une "bonne idée" et une "avancée".

Royal a-t-elle trouvé la recette magique pour éviter toute levée de boucliers sur l'écotaxe? La ministre a dévoilé deux pistes "légitimes" à l'étude ciblant seulement les camions étrangers roulant en France. C'est une "bonne idée" selon NKM qui craint la réaction de Bruxelles, une piste "intéressante" pour Placé, ou encore une "avancée solide" de sortie de crise pour les organisations patronales du secteur.

Afin de déminer ce dossier hautement sensible de l'écotaxe, toujours en suspens, et financer des infrastructures de transport, Ségolène Royal a fait deux propositions mardi sur RMC et BFM TV: forcer les camions étrangers à emprunter le réseau autoroutier à péage "plutôt qu'encombrer les routes", ou créer comme en Suisse une vignette payée par ces camions à la frontière.

"Faire payer les camions étrangers, c'est une bonne idée", a réagi Nathalie Kosciusko-Morizet sur RTL. Et la députée UMP de souligner qu'en l'état "les camions étrangers ne paient rien quand

ils ne passent pas par l'autoroute: vous pouvez avoir un camion étranger qui traverse la France et qui ne paie rien, même pas la taxe sur l'essence". Elle met toutefois en garde sur les règles européennes: "on ne peut pas [...] faire payer différemment, [Ségolène Royal] se rendra vite compte de la complexité à la fois technique et juridique du problème".

"Ça paraît peut être un peu fantaisiste au départ, mais c'est une piste intéressante", a commenté Jean-Vincent Placé. Le sénateur EELV a rappelé sur Public Sénat qu'il faut "trouver les 800 millions d'euros que devait rapporter l'écotaxe et que les collectivités attendent pour financer leurs équipements de transports". Et d'évoquer deux autres idées: taxer les essieux ou exonérer le cabotage routier.

### Le secteur du transport s'en félicite

"Cette annonce ne peut que réjouir la profession", ont souligné les organisations patronales du secteur, la FNTR, TLF et l'UNOSTRA, opposées à ce que le transport français porte cette charge.

L'OTRE, organisation des PME et TPE du transport et détracteur de longue date de l'écotaxe, "ne peut que se féliciter d'une telle déclaration qui va dans le sens [de ses] propositions".



Le président de la Confédération française du commerce de gros et international (CGI), Marc Hervouet, a dit de son côté se réjouir de la piste de la vignette.

Dès le lendemain de sa nomination, la ministre de l'Écologie avait évoqué le dossier de l'écotaxe, annonçant qu'elle souhaitait "remettre à plat les choses". Elle estime que cette taxe est "absurde" car les transporteurs ont été autorisés à répercuter la charge sur les producteurs des biens transportés.

lexpress.fr

## VII) Elie Cohen : “Les Français et notamment les jeunes rejettent l'idée du smic intermédiaire”



(Reuters/Susana Vera)

**La proposition mardi du président du Medef Pierre Gattaz d'un "smic intermédiaire", notamment pour les jeunes, a provoqué une levée de boucliers de la part de la gauche, des syndicats mais aussi de son prédécesseur à la tête du Medef, Laurence Parisot. L'économiste Elie Cohen analyse cette idée.**

Les réactions politiques se succèdent après les déclarations de Pierre Gattaz hier en faveur de la mise en place d'un "smic intermédiaire" à titre temporaire. La ministre de la Jeunesse et des Sports Najat Vallaud-Belkacem s'y est immédiatement opposée en affirmant que "le sujet de l'emploi des jeunes mérite mieux que cela".

François Bayrou, le président du Modem, se dit

favorable à une aide aux entreprises mais sans sanctionner les salariés : "Le fait que l'on propose à des jeunes ou d'ailleurs à des plus âgés de travailler pour moins de 1 000 euros par mois, franchement ce n'est pas raisonnable et ce n'est pas respectueux. On a le devoir de dire non."

L'ex-candidate à la mairie de Paris, Nathalie Kosciucko-Morizet n'a elle pas fermé la porte à une telle réforme : "Toutes les solutions, toutes les idées pour pouvoir lutter contre le chômage, en particulier le chômage des jeunes, doivent pouvoir être étudiées, on ne doit pas s'empêcher de regarder", a-t-elle affirmé.

Enfin à l'issue du conseil des Ministres mercredi, le Premier ministre Manuel Valls a tenu à mettre les choses aux clairs : "Les économies du Pacte se feront sans qu'il soit besoin de remettre en cause notre modèle social et notamment le smic, a-t-il expliqué. Les minimas sociaux seront préservés."

Elie Cohen est économiste et directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Pour lui la question d'une remise en cause du système actuel demeure légitime. Il met aussi en garde contre la situation actuelle du smic en France "qui ne permet pas l'embauche des jeunes".

**Pierre Gattaz estime que la création d'un "smic intermédiaire" à titre temporaire est une piste à étudier pour régler le problème du chômage, notamment chez les jeunes. Qu'en pensez-vous ?**

**Elie Cohen –**

En tant qu'économiste, à chaque fois qu'il y a une proposition qui vise à régler le problème de l'emploi des jeunes, ça m'intéresse et je me dis : étudions-la. Si vous me demandez en même temps s'il y a de fortes probabilités pour qu'on mette en œuvre un smic "intermédiaire" en France, je vous répondrais non. Il y a déjà eu des précédents avec le "smic jeune" de Balladur (le contrat d'insertion professionnelle, pour les moins de 26 ans rémunéré à 80 % du Smic – ndlr) ou avec la tentative de Villepin (le contrat première embauche – ndlr) qui revenait au même. Dans les deux cas, il y a eu des soulèvements de la jeunesse et le gouvernement avait reculé. Pourtant, dans une situation où l'on a un taux de chômage des jeunes particulièrement élevé, toute

proposition reste intéressante à étudier. Mais d'un autre côté je constate que sociologiquement parlant, la population française et notamment les jeunes rejettent ce type de solution.

## **Comment expliquez-vous ce rejet**

J'ai l'impression que les jeunes prennent cette notion du smic jeune comme une forme de stigmatisation et de diminution de leurs droits par rapport à leurs aînés. Ils considèrent que toute mesure discriminatoire par rapport à une idée d'égalité formelle est quelque chose de scandaleux. Cela provoque chez eux une forme d'indignation morale et, du coup, ils se battent pour faire reporter la mesure. Ceci étant, je suis économiste et je regarde les faits : le smic avec ses charges est aujourd'hui dans une situation dans laquelle il ne permet pas l'embauche des jeunes. La meilleure preuve, c'est que tous les gouvernements des trente dernières années, de gauche comme de droite, ont eu une politique et une seule : baisser les charges sur le smic. Ils ont agi sur les charges que payent les entreprises en les diminuant au maximum pour faire qu'au voisinage du smic, on puisse continuer à embaucher des salariés non qualifiés. C'est bien la preuve qu'il y a un problème. S'il n'y avait pas de problème, on n'éprouverait pas le besoin de mettre 22 milliards de subventions sous forme de baisses de charges pour les salaires au voisinage du smic et on ne s'apprêterait pas avec le pacte de responsabilité de François Hollande de rajouter cinq milliards supplémentaires.

## **Comment faire face au problème spécifique de l'emploi rémunéré au smic ?**

Dans la situation française, l'Etat le subventionne massivement. Je remarque aussi que les jeunes, pour entrer sur le marché du travail, acceptent toute une série de formes d'emplois précaires, notamment avec ces proliférations de stages. C'est la manifestation du fait que pour entrer sur le marché de l'emploi, un certain nombre de jeunes consentent à une forte diminution de leur rémunération par rapport à la rémunération légale. Nous sommes dans une situation compliquée, pourquoi ne pas regarder ce qu'il se passe ailleurs ?

## **Quelle est la situation dans les autres**

## **pays ?**

Plusieurs pays ont mis en place un smic jeune. Il se trouve que les Pays-Bas qui n'est pas un pays barbare ou l'Angleterre, qui applique un régime libéral plus prononcé que le nôtre ont, pour des raisons différentes, mis en place des smic jeune. A première vue, les effets ont été positifs au Pays-Bas et nettement moins probants au Royaume-Uni. Etudions ces cas, essayons d'en tirer les enseignements, voyons ce qui a marché et ce qui a bloqué. Et sur cette base, déterminons si cela vaut la peine de tenter l'expérience en France.

## **Pascal Lamy a suggéré la création de "petits boulots" payés en dessous du smic, sur le modèle de l'Allemagne. Est-ce une solution ?**

Pascal Lamy s'est interrogé à haute voix sur la question suivante : "Comment se fait-il qu'en Allemagne, tout vaut mieux que le chômage ?" Y compris l'acceptation d'une décote salariale ou une multiplication de petits boulots dans l'objectif de retrouver le chemin du marché de l'emploi. C'est le principe de socialisation par le travail, car il reste l'objectif numéro 1, retrouver un emploi .

## **Ce n'est pas le cas en France ?**

En France, on semble préférer un système très protecteur mais qui génère un chômage plus important. Pascal Lamy dit alors : réfléchissons, est-ce qu'il n'y a pas un avantage à réviser le smic, notamment pour les jeunes et notamment en début de carrière, pour favoriser l'insertion par l'emploi, plutôt que de vivre dans la situation actuelle ? Il a posé cette question et je crois qu'il a eu raison de la poser. Cela ne veut pas dire que la solution, c'est de baisser dès demain le Smic de 20 %. Cela veut dire, comment peut-on traiter efficacement le problème du chômage des jeunes en France ? Et comment traite-t-on ce problème du travail non qualifié compte tenu de notre système de protection sociale.

**Dans un tweet posté hier Laurence Parisot a déclaré que "ceux qui préconisent un salaire en dessous du smic pour favoriser l'emploi font une erreur d'analyse sur les véritables**

## causes du chômage.” Et “proposer un salaire en dessous du smic s’apparente à une logique esclavagiste.”

On est là dans un registre à la fois politique et de querelle personnelle. Laurence Parisot est actuellement présidente du Medef retraitée, son successeur ne lui plaît apparemment pas beaucoup et elle choisit de manifester son mécontentement de la sorte. Mais Laurence Parisot connaît très très bien les données du problème en France et encore une fois je vous dis : posez-vous la question suivante : “Pourquoi subventionne-t-on massivement le Smic, si ça ne posait pas de problème ?”

Mardi, le président du Medef Pierre Gattaz a déclaré que la création d’un “smic intermédiaire”, à titre temporaire, pourrait permettre notamment aux jeunes de s’insérer plus facilement dans le monde du travail. Une déclaration qui a causé une levée de boucliers de la part de la gauche, des syndicats mais aussi de son prédécesseur à la tête du Medef, Laurence Parisot. L’économiste Elie Cohen analyse cette proposition.



par Julien Rebutti

les  
**inRocks**

lesinrocks.com

## Communiqué de presse en réaction aux annonces du Premier ministre sur le pacte de responsabilité

Le Premier ministre ne clarifie ni les conditions du financement des baisses de cotisations sociales et d’allègements fiscaux essentiellement accordés aux entreprises, ni le contenu précis des 50 milliards de baisse des dépenses publiques déjà

annoncées.

Au-delà des grandes masses financières d’économies qui sont censées pouvoir être réalisées d’ici à 2017, les seules nouvelles annonces sont des ponctions faites au détriment du pouvoir d’achat des couches populaires et moyennes.

Le gel du point d’indice des fonctionnaires est inacceptable alors que ces derniers connaissent une baisse continue de leur pouvoir d’achat depuis plusieurs années et que nombre d’entre eux ont des bas salaires.

La non-indexation des retraites et des prestations sociales touchent un grand nombre de foyers qui déjà n’arrivent pas à faire face aux dépenses ordinaires de la vie courante. C’est particulièrement le cas pour les allocations logement qui de fait vont stagner alors que les loyers continuent à augmenter. La réalité est là : une baisse du niveau de vie de millions de foyers modestes et moyens.

Non, ce n’est pas juste. Oui, il y a bien deux poids deux mesures lorsque l’on sait que l’économie faite sur les retraites et les allocations familiales correspondent à 2 milliards d’euros (peut-être 2 milliards supplémentaires concernant les retraites complémentaires) et que le CICE va rapporter 3 milliards d’euros à la grande distribution, alors même que ce secteur n’est pas engagé dans la compétition mondiale et n’a pas besoin d’aides publiques massives.

C’est de surcroît antiéconomique car ces mesures vont réduire la consommation intérieure indispensable à la vitalité de bon nombre de nos entreprises, de PME, du commerce et de l’artisanat et plomber la croissance. Elles sont négatives pour l’emploi.fond pour cp

Comment penser renouer avec notre électorat quand le pacte de solidarité, présenté comme la réponse à l’échec des municipales, se traduit par une baisse du niveau de vie des français?

Marie-Noëlle Lienemann Sénatrice de Paris

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**